



# ASSEMBLÉE NATIONALE

## 14ème législature

agriculteurs

Question au Gouvernement n° 3474

Texte de la question

POLITIQUE AGRICOLE

**M. le président.** La parole est à M. Pierre Morel-A-L'Huissier, pour le groupe Les Républicains.

**M. Pierre Morel-A-L'Huissier.** Monsieur le ministre de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt, les agriculteurs se meurent et la France regarde ailleurs. Être agriculteur aujourd'hui, c'est travailler sept jours sur sept, sans compter ses heures, et perdre de l'argent. Être agriculteur aujourd'hui en France, c'est vivre dans l'angoisse permanente de la faillite. C'est aussi, par conséquent, un risque de suicide multiplié par trois par rapport aux autres catégories socio-professionnelles.

Les agriculteurs, éleveurs de bovins, de porcs, producteurs de lait, de fruits et de légumes et d'autres encore, sont étranglés par la chute des prix qui ne leur permet pas de couvrir leurs coûts de production. Ils vous appellent désespérément à l'aide depuis des mois, manifestant un peu partout et menant des opérations coup de poing à Caen, au Mont-Saint-Michel, à Bruxelles, à Paris et dans de nombreuses zones rurales et de montagne.

Le fond du problème, vous l'avez dit ici même la semaine dernière, monsieur le ministre, c'est la question des prix. Pourquoi l'écart continue-t-il de se creuser entre les prix de vente dérisoires des agriculteurs et les prix toujours plus élevés que paient les consommateurs au supermarché ? En septembre dernier, en réponse à la manifestation des tracteurs à Paris, qui avait été largement soutenue par la population française, le Premier ministre avait annoncé un plan pour soutenir les agriculteurs. Mais force est de constater que le compte n'y est pas, ni dans la loi de finances pour 2016, ni dans la loi de finances rectificative pour 2015.

Certes, quelques réponses ont été apportées dans l'urgence, mais il faut faire plus que poser un pansement pour stopper l'hémorragie. Les agriculteurs attendent des réponses structurelles de moyen et long termes pour redonner du souffle à leurs exploitations. Elles doivent porter non seulement sur les prix, mais également sur le niveau des charges, sur la simplification des normes et sur la recherche d'innovation. Quelles garanties pouvez-vous donner aux agriculteurs français pour qu'ils ne se sentent plus oubliés ?

**M. le président.** La parole est à M. le ministre de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt.

**M. Stéphane Le Foll, ministre de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt, porte-parole du Gouvernement.** Monsieur le député, il est légitime que vous posiez au ministre de l'agriculture une question sur la situation de l'élevage. (*Exclamations sur les bancs du groupe Les Républicains.*) En revanche, il n'est pas acceptable que vous disiez que la France regarde ailleurs. (*Mêmes mouvements.*)

**M. Christian Jacob.** Pour qui se prend-il ?

**M. Stéphane Le Foll, ministre.** Pour un ministre qui répond à un député, monsieur Jacob !

Lorsque nous sommes confrontés à des crises, nous devons examiner la situation avant d'apporter des réponses. La France a agi en faveur du budget européen de l'agriculture, alors que, lorsque nous sommes arrivés, ce budget était presque de moitié moindre. (*Applaudissements sur de nombreux bancs du groupe socialiste, républicain et citoyen.*) À ce titre, la négociation du Président de la République a été exemplaire.

Lorsqu'il a fallu négocier la politique agricole commune, nous avons rétabli des aides qui avaient pratiquement disparu – notamment les aides couplées pour l'élevage que vous aviez gentiment oubliées.

**M. Pierre Lequiller.** Agressif !

**M. Stéphane Le Foll, ministre.** Il nous a fallu traiter la crise du lait, après que vous avez décidé de mettre fin aux quotas laitiers. De la même manière, nous aurons à traiter la question de la fin des quotas sucriers. Ce sont autant de décisions qui nécessitent que l'on soit aux côtés des agriculteurs. Le plan de 700 millions d'euros que nous avons mis en place va s'appliquer très prochainement, alors que, lors de la crise du lait en 2008 et 2009, il a fallu attendre un an pour que vous versiez des aides.

**M. Pierre Lequiller.** C'était il y a longtemps !

**M. Stéphane Le Foll, ministre.** Notre plan a été créé en septembre et nous commencerons à verser des aides dès la fin de cette année. S'agissant de l'agriculture, chacun doit bien voir ceux qui agissent et comment ils agissent. (*Exclamations sur les bancs du groupe Les Républicains.*)

**M. Pierre Lequiller.** Agressif !

**M. Stéphane Le Foll, ministre.** Par ailleurs, pour conclure sur la question des prix, nous devons protéger notre marché. Qui a mis en œuvre la traçabilité pour la viande de France ? C'est l'ensemble des interprofessions avec le ministère de l'agriculture !

**M. Sylvain Berrios.** Ce n'est pas la question !

**M. Stéphane Le Foll, ministre.** Le prix mondial des exportations, qui sont la force de la France, a aussi un impact sur les prix nationaux. Nous avons fait des propositions. Nous avons remonté les prix, quand d'autres ont décidé de faire autrement. Chacun devra assumer ses responsabilités. (*Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste, républicain et citoyen.*)

## Données clés

**Auteur :** [M. Pierre Morel-A-L'Huissier](#)

**Circonscription :** Lozère (1<sup>re</sup> circonscription) - Les Républicains

**Type de question :** Question au Gouvernement

**Numéro de la question :** 3474

**Rubrique :** Agriculture

**Ministère interrogé :** Agriculture, agroalimentaire et forêt

**Ministère attributaire :** Agriculture, agroalimentaire et forêt

## Date(s) clé(s)

**Question publiée au JO le :** [17 décembre 2015](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [17 décembre 2015](#)